

Après la mort de l'historien Moshe Lewin

Son entretien avec Bernard Frederick à propos du livre *Un siècle soviétique*

19/08/2010

L'historien Moshe Lewin est mort le 14 août 2010. Dans *Le Monde* du 18 août, Alain Blum, de L'École des hautes études en sciences sociales rappelle l'itinéraire de cet historien ignoré des principaux médias, qui « *avait échappé à l'extermination des juifs de Wilno (Lituanie), en sautant dans un camion soviétique à l'approche de l'armée nazie* », son apport fondé « *sur une lecture entièrement nouvelle des sources bureaucratique* » où il « *traque la moindre trace de profondeur sociale et humaine* » et « *ses polémiques avec les tenants de l'école totalitaire* ».

L'entretien qui suit avec Bernard Fraderick avait été publié par *L'Humanité* en 2003 à l'occasion de la parution d'un de ses livres majeurs, *Le siècle soviétique*.

Eric Le Lann.

Bernard Frederick. La coïncidence, je ne sais pas si c'en est une, veut que vous publiez, chez Fayard, *Le siècle soviétique* [1], au moment du 50e anniversaire de la mort de Staline. Pour autant, vous êtes loin de faire de Staline la question centrale de votre recherche. Vous vous refusez - c'est votre expression - à « staliniser » l'histoire soviétique. Ce en quoi vous rompez avec une certaine tradition de la soviétologie.

Moshe Lewin. L'Union soviétique a changé de peau plusieurs fois. On ne l'a pas remarqué à cause de la force des idéologies. Il y avait, en Occident, à cause de la guerre froide ou d'autres raisons, une tendance à « staliniser » toute cette histoire, de 1917 jusqu'à la fin. La propagande faussait le jeu. Or, il y a, dans l'histoire de l'URSS, une période bolchevique ; il y a une période d'entre deux : la Nouvelle politique économique [2] pendant laquelle Staline s'installe mais où il n'y a pas encore de stalinisme ; il y a, ensuite, une longue période de Staline. Celle-ci, après la guerre, a un sous-chapitre : le stalinisme se décompose - c'est une de mes « trouvailles ». Le stalinisme comme tel ne pouvait déjà plus gérer le pays, cela explique la vitesse avec laquelle les successeurs de Staline se sont entendus et mis au travail. À partir de là, l'URSS entre dans un système non stalinien, même anti-stalinien. Il faut cerner la différence entre cette période-ci et la précédente.

À partir de Khrouchtchev, on peut encore discerner deux périodes : les années soixante et après. Les années soixante sont très ouvertes, dynamiques. Les débats sont assez libres. Ensuite, c'est la descente. En russe « *zastoï* » (stagnation). C'est une décadence. On a l'impression que rien ne bouge. C'est, cependant, une illusion : il y a un processus de décadence. Et une décadence est une période extrêmement intéressante. Parce que c'est, en un sens, beaucoup plus compliqué que l'ascension.

Pour moi, il était donc très important de montrer que le système, après Staline, est un système différent. Le mot « dictature » ne couvre pas une seule réalité.

Après la mort de Staline, le système ne fonctionne plus sur la base de la terreur. Entre le Parti et l'appareil bureaucratique, il y a négociation en permanence, le second ayant de plus en plus l'avantage. Enfin, il y a quelque chose de très important : c'est la libre détermination de la classe ouvrière. Sous Staline, elle était asservie, attachée à son lieu de travail. Or, j'ai étudié les codes et les relations de travail, on voit qu'à partir des années soixante, les ouvriers ne travaillent pas si on ne les paye pas. Ils quittent leur entreprise, ils partent ailleurs, sans problème. Les travailleurs ont appris à utiliser le Code du travail, ils vont devant les juges, ils s'adressent à des avocats. Et ils gagnent leurs procès à 70 % ! On ne sait pas ça : il y a eu des dizaines de milliers de procès liés à des conflits du travail.

C'est à ce phénomène que vous faites allusion dans la préface de votre livre quand vous écrivez que vous voulez « mettre en lumière des aspects de l'histoire de l'URSS qui ne sont pas connus ou ont été négligés » ?

Je n'ai jamais rien lu sur la libération du travail dans le système soviétique, or les documents sont massifs. Le travailleur russe, après les années cinquante, n'était plus dominé. Si l'on voulait, par exemple, envoyer un ouvrier travailler en Sibérie, il fallait signer un contrat. Si l'État ne tenait pas ses engagements, l'ouvrier s'en allait ailleurs.

Vous comprenez que tout le système de planification en était modifié. Le « jeu » était absolument nouveau. Et, la planification n'était pas faite pour ce jeu-là. Elle était faite pour une économie dans laquelle le travail - le travailleur - ne comptait pas. Il était là un point c'est tout. Or, après la mort de Staline, les travailleurs viendront à manquer. On ne peut plus les forcer, il faut donc négocier. La même chose avec l'intelligentsia.

Évidemment, nous n'avons pas affaire à une démocratie ; les partis ou groupements politiques restent interdits. Mais, il n'y a plus de tueries, pas même d'arrestations ou très peu pour un régime « totalitaire ». La dissidence n'est pas un phénomène de masse, elle est le fait d'individus qui n'ont pas de programme de changement à offrir à la société.

Vous découpez le livre en deux parties : une analyse chronologique et thématique, d'une part ; un survol, le « siècle soviétique » - qui donne son titre au livre -, d'autre part. Quelle articulation avez-vous cherché ?

Dans la première partie, il fallait montrer en détail comment fonctionnait le stalinisme, grâce aux archives, aux documents, aujourd'hui accessibles. Car, il n'y avait pas une grande clarté sur ce fonctionnement. Au fond, on pouvait s'interroger : ça ne peut pas fonctionner, s'il n'y a qu'un homme qui décide. Dans un tel pays, il faut beaucoup de gens qui travaillent. Le stalinisme ne pouvait pas permettre le développement du socialisme, ni à aucune force, bureaucratique ou autre, de devenir indépendante. Pour gouverner un pays comme l'URSS, il fallait donner des droits et, ça, le stalinisme ne pouvait pas se le permettre. Il a donc créé une situation pleine de contradictions. Staline voulait gouverner « en détail », c'est-à-dire s'occuper de tout.

Les archives regorgent de télégrammes adressés à des petites villes aux fins fonds de « l'empire » à propos de la construction d'une route ou d'un bâtiment agricole... Une telle manière de diriger est impossible. D'un côté, Moscou donne des ordres, c'est le fonctionnement officiel - de l'autre, les cadres locaux font comme ils peuvent, c'est le fonctionnement réel. D'un côté, par exemple, Staline nie la famine, accuse les gens

d'être des fainéants et interdit toute distribution de nourriture ; de l'autre côté, les pouvoirs locaux mobilisent les ressources alimentaires pour le ravitaillement. Je montre dans le livre comment spontanément le système essayait de pallier à l'inefficacité de l'hyper centralisation. Après la guerre, ces contradictions s'accroissent. Le système ne peut plus fonctionner. Il entre en décomposition.

Ensuite, j'étudie la période après la mort de Staline, pour montrer, comme je viens de vous le dire, que le système était profondément différent.

Dans la dernière partie – « *Le siècle soviétique* » -, je reprends l'histoire dès le début. Pour mieux souligner le caractère du phénomène bolchevique qui n'appartient pas à la discussion sur Staline. Les gens ne veulent pas le savoir, mais le parti bolchevique a un fonctionnement très démocratique. Même pendant la guerre civile, il y a des congrès chaque année, des conférences, le Comité central débat. Mais ce parti était passé par de telles situations - la Première Guerre mondiale, la révolution, la guerre civile, l'éclatement du pays - qu'en 1920, Lénine se rend compte qu'il n'a plus de parti. Il y a dix-sept fractions dans l'organisation ! Lénine sait qu'il n'y a pas de bolchevisme, qu'il faut se préparer à refaire un parti et pour cela analyser la situation de la Russie telle qu'elle est. C'est pourquoi, il interdit les fractions, mais pour un temps seulement. Pas pour interdire le débat pour toujours.

Beaucoup d'historiens voient Staline dans Lénine, vous ne semblez pas en faire partie...

Mais ce sont des ennemis ! Je peux le prouver. Lénine appelle Staline « *derjarnik* » (à la fois oppresseur et sauvage, grossier). Ce n'est pas le même parti. Ce sont des conceptions absolument différentes du système et de l'État. Cela transparaît dans le conflit qui les oppose sur la formation de l'URSS. Staline veut un État pour l'État, sans contrôle, sans aucun droit aux nationalités, il dit à Zinoviev que Lénine est « *un vieux libéral* » qu'il faut le « *contrôler* ». Lénine s'oppose à cela. Il fait échouer le projet de Staline d'une Russie intégrant toutes les nations de l'ex-empire, d'une « *république unitaire* », et ce sera la création de l'URSS, affirmant l'égalité entre les républiques. Lénine veut un État social. Dans cette affaire de la fondation de l'URSS, Staline s'est trouvé, à cause de Lénine, dans un état critique et Trotski, Zinoviev, Kamenev ont raté ça !

Mais, ne peut-on pas considérer que dès l'époque de Lénine, une certaine politique coercitive se met en place que Staline amplifiera avec la terreur ?

Ce qui se met en place, c'est un appareil d'État, et il en fallait un. Imaginez ce qui reste de l'empire alors : un espace éclaté, des forces divisées et la guerre civile. La décadence, la décomposition. Lénine veut stopper ces processus. Il voulait un système économique de « *capitalisme d'État* » - on oublie ça -, c'est-à-dire une économie de marché. Il ne croyait pas que le socialisme pourrait s'établir dans l'immédiat. Il voulait constituer ce que j'appelle un « *État social* », contrôlé par les masses et par le parti. Sous Staline, l'État va tout contrôler et lui-même va contrôler l'État.

Le parti unique se met cependant en place sous Lénine.

Oui, mais pourquoi pas ? Il n'y a pas de place dans un pays aussi arriéré et aussi décomposé, pour le multipartisme. L'État doit être raisonnablement fort. Il suffit que le débat politique continu à l'intérieur du parti, à ce moment-là. C'est un pays où 80 % des gens ne savent pas lire. Mais Lénine, qui a interdit les tendances au 10e Congrès du PCB, insiste, dès le 11e Congrès, sur la nécessité du débat politique : « *Nous ne pouvons pas vivre sans débat* », dit-il. Car le parti a mal compris l'interdiction temporaire des fractions. Il l'a comprise comme l'interdiction de toute discussion. Donc, pour Lénine, dans la situation où se trouve le pays, il faut un parti démocratique et un État social.

La bonne réponse à votre question, c'est, au fond, que la révolution se proclamait socialiste, mais que ses chefs savaient qu'elle ne l'était pas. Ils tablaient sur la crise du capitalisme, celle-ci s'est arrêtée et Lénine, qui le sait, pense désormais « économie mixte ». Trotski écrit, alors, une brochure développant cette idée d'économie mixte, il en parle au Komintern. Lénine s'adresse à Staline et Molotov : « *Quelle belle brochure ! leur dit-il. S'il vous plaît, tirez-en cent mille exemplaires.* » Évidemment, ils ne l'ont pas fait.

Vous tranchez nettement une des questions les plus actuelles, non pas seulement de l'histoire mais de la politique : « Était-ce un système socialiste ? » interrogez-vous et vous répondez en deux mots, « Absolument pas. » C'est peut-être propre à redonner espoir à ceux qui se réclament du socialisme, du communisme. Mais que faites-vous de cette autre réalité : pour des millions de gens dans le monde, le communisme est inséparable de l'URSS. Suffit-il donc de dire que l'URSS n'était pas socialiste pour sauver le socialisme ?

C'est une réalité plus idéologique qu'historique. Vous ne pouvez pas définir un système par une idéologie qui, de fait, ne lui convient pas. L'appropriation de l'économie par une bureaucratie, ce n'est pas le socialisme. C'est médiéval. Le prince avait son domaine. La nationalisation des ressources économiques par un chef ou par une bureaucratie ne relève pas d'un système socialiste. Et un économiste soviétique, en 1967, Chkrédov, l'a écrit (*Ekonomika i pravo*, Économie et droit). Il explique que cette conception n'est pas socialiste, qu'elle est proudhonienne : on ne définit pas un système par la propriété qui est un concept juridique ; on le définit par les rapports de production. Pour qu'un système soit socialiste, il faut que la propriété nationalisée appartienne au peuple. Pour cela, il faut une démocratie.

Mais on voit bien, aujourd'hui, que cette histoire de l'URSS demeure un enjeu, qu'elle participe de la question communiste...

Un enjeu idéologique : le communisme a perdu, disent certains. Et moi, je leur enlève la sucette de la bouche. Il n'y avait pas de communisme ! C'était un État de type différent dans lequel d'anciens éléments d'une structure médiévale ont trop longtemps prédominé. En fait, il est trop commode de combattre le socialisme, de combattre la gauche avec ce « socialisme-là ». Ce n'est pas le socialisme qui a perdu : le terme ne peut pas être appliqué à l'Union soviétique. C'est un système russe, dominé par une histoire très profonde, qui a sombré.

Bien sûr, dans le domaine de l'idéologie, on peut exploiter tout ce qu'on veut. Mais moi, je peux vous dire, par exemple, que l'empire américain

est en décadence. Il cherche toute sorte d'arguments pour vanter sa suprématie, mais c'est au moment où un empire se vante le plus qu'il est le plus vicié.

Néanmoins, le fait qu'il n'y ait pas d'alternative socialiste est, aussi, un fait historique. L'attachement des communistes à l'URSS, comme modèle, en est une des causes, parce que c'était une erreur. On pouvait défendre l'URSS durant la guerre froide, si c'était nécessaire, mais pas se placer dans le même mouvement qu'elle, du même côté idéologique, parce que ça n'avait rien à voir. Adapter et transformer l'URSS en modèle du socialisme était une catastrophe.

Entretien réalisé par Bernard Frederick paru dans L'Humanité le 20 mars 2003

A lire également deux articles de Moshe Lewin parus dans Le Monde Diplomatique : [«Illusion communiste» ou réalité soviétique ?](#) paru en 1996 et [Octobre 1917 à l'épreuve de l'histoire](#) paru en 2007.

[1] *Le siècle soviétique*, éditions Fayard, en collaboration avec *Le Monde diplomatique*, 526 pages, 24 euros

[2] La NEP permit le développement d'une économie mixte dans laquelle le commerce, l'artisanat et les PME privés côtoyaient des entreprises d'État. Ce fut également une période de production intellectuelle et artistique très féconde.

HERITIERS INATTENDUS DU REGIME TSARISTE

Octobre 1917 à l'épreuve de l'histoire

« LES CRIMES DU COMMUNISME », TITRE LE NUMERO SPECIAL DE LA REVUE « HISTORIA ». QUATRE-VINGT-DIX ANS APRES LA PRISE DU PALAIS D'HIVER, C'EST COMME SI L'EXPERIENCE SOCIALE ENGAGEE ALORS SE REDUISAIT AU STALINISME ET AU GOULAG. LOIN DE CETTE VISION UNILATERALE, L'HISTORIEN MOSHE LEWIN RESITUE LE COMMUNISME SOVIETIQUE DANS L'HISTOIRE DE LA RUSSIE ET REFLECHIT AUX LEÇONS QU'ON PEUT EN TIRER. SUR L'ESSOR ET LE DECLIN DES SYSTEMES POLITIQUES EN GENERAL, ET EN PARTICULIER POUR CEUX QUI SE RECLAMENT DU SOCIALISME.

PAR MOSHE LEWIN

La révolution d'Octobre a profondément marqué l'histoire du XXe siècle (1). Elle a suscité de nombreuses polémiques, des justifications et des proclamations idéologiques, des images d'Epinal et des condamnations sans appel qui se confondent, pour de nombreux observateurs, avec la réalité. La perpétuation de ces représentations ancrées dans l'événement fondateur que fut la prise du Palais d'hiver contribue à masquer, dans l'esprit de beaucoup, la réalité. Ainsi, en 1917, ce qui prédominait était le bouleversement général (armée, police, appareil d'Etat, milieux économiques, opinions et perception de la vie politique) et un chaos qui allait profondément peser sur les choix des bolcheviks.

A plusieurs reprises d'ailleurs, ce qui se joue sur la scène soviétique n'a pas de rapport avec le décor et les discours. Conséquence : une histoire pleine de surprises car elle a pour cadre un espace porteur de crises, où les facteurs de décomposition ont agi avec une violence particulière et où les facteurs de recomposition ont pris des formes surprenantes.

Tout système, présent ou passé, doit être analysé du point de vue de ses forces vives, de sa capacité ou non à se réformer, et donc à trouver une nouvelle vitalité en abandonnant une orientation dangereuse. Les idéologies sont souvent aveuglantes, car elles pratiquent l'autocélébration : elles amènent les êtres humains à oublier que le régime sous lequel ils vivent et qu'ils considèrent comme plus souhaitable a commencé à fonctionner selon d'autres règles, sous l'action de facteurs économiques et sociaux dissolvants, capables de le vider de sa substance et de n'en laisser subsister que les apparences. Une telle situation peut être comparée à un théâtre où le décor et l'action n'ont rien à voir. Le décor est celui d'une autre pièce, appartenant à une autre époque ; quant à l'action qui se joue, elle mène tout à fait ailleurs.

Les crises et les phases de décomposition font partie intégrante du cours de l'histoire. Souvent, elles marquent la fin d'une ère, d'un système. Dans quelques cas, si certaines forces (intérieures ou extérieures) existent, s'ouvre alors une nouvelle page,

parfois appelée « révolution ». On notera qu'un grand nombre d'auteurs parlent de la révolution « accomplie » par les bolcheviks, ce qui, souvent, sous-entend qu'ils en seraient « coupables ».

Cette lecture des événements est tout simplement lamentable. Elle traduit une totale ignorance de ce qui s'est passé en septembre et octobre 1917, quand plus rien ne fonctionnait en Russie, que la paralysie du pouvoir était totale et que dans tout le pays on allait vers des jacqueries à grande échelle, vers la guerre civile, bref, vers un chaos généralisé. La révolution (car c'est bien ce qui allait se passer) n'a été qu'une réponse à ce chaos croissant et à la perspective d'une disparition pure et simple de la Russie comme Etat-nation.

Un gouvernement « épuisé »

Bref, ce n'est pas la révolution qui a déclenché la crise : c'est une crise très profonde qui a été résolue par la révolution menée par les bolcheviks, après que les autres forces, qui essayaient désespérément de contrôler la situation, n'eurent fait que l'approfondir. Contrairement à certaines idées reçues, à ce moment-là le régime politique officiel, symbolisé par le gouvernement provisoire mis en place après la chute du tsarisme en février 1917, n'est qu'un décor – il ne s'y passe rien. Il est « épuisé » et fini. Il n'y a pas de pouvoir d'Etat, juste un semblant.

L'idée que les bolcheviks ont « pris le pouvoir » (à quelqu'un) ignore complètement la réalité : nul ne détenait quelque pouvoir que ce soit, dont il aurait été écarté. Non seulement les bolcheviks ne prennent le pouvoir à personne, mais ils doivent le créer. Comme Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, l'a écrit par la suite, au départ les bolcheviks n'avaient rien, excepté des slogans comme « socialisme », « révolution », abolition des privilèges et des titres (aristocratie, bureaucratie). L'élément-clé de leur succès, ne l'oublions pas, est l'appel adressé aux paysans pour qu'ils s'approprient la terre qu'ils cultivent et qu'ils considèrent comme leur. Une telle mesure aurait pu sauver le gouvernement provisoire s'il l'avait adoptée, mais ce dernier courait après les représentants des propriétaires : il était convaincu que le socialisme était impossible – une conclusion erronée à partir d'un constat juste.

Certes, le socialisme était impossible, mais les dirigeants du gouvernement provisoire refusaient de comprendre qu'une révolution démocratique bourgeoise l'était tout autant. C'est là le drame des partis politiques engagés dans les coalitions entre février et novembre 1917 : le chaos s'étendait, et ils n'arrivaient ni à le comprendre ni à le maîtriser. Ceux qui passent à l'action et finalement l'emportent prennent des risques considérables, non pas parce que les blancs (les monarchistes) regroupent déjà leurs forces (contre le gouvernement provisoire), mais à cause de la sévérité de la crise et des vagues de fond provoquées par un bouleversement complet de la société.

Les bolcheviks vont donc l'emporter, mais le parti victorieux n'est au pouvoir, au départ, que nominalement, comme une simple enseigne. Il ne pouvait pas tenir dans la fournaise des événements, face à l'afflux en masse de nouveaux membres et à l'énorme pression des tâches à accomplir, auxquelles ni son expérience d'avant la révolution ni son caractère ne l'avaient préparé. Car ce parti a bel et bien existé, avec une réelle démocratie interne, mais il n'a pas survécu à la tourmente, non pas à cause de la guerre civile (les bolcheviks en sont sortis vainqueurs), mais en raison de la pression exercée par les innombrables tâches administratives et de construction de l'Etat. En 1921, juste avant de lancer la nouvelle politique économique (NEP), une période de pause après le « communisme de guerre », Lénine comprend qu'il doit construire un nouveau parti : le bolchevisme, qui a encore fait la preuve de sa capacité d'action durant la guerre civile, n'est plus qu'une coquille vide.

Avec la fin de la guerre civile (1921), l'action change même si le décor demeure. Les bolcheviks sont installés au pouvoir, mais nombre de livres consacrés au sujet ne comprennent pas que continuer à parler de « bolcheviks » revient à évoquer un fantôme. La pièce qui se joue, et ce pourrait être son titre, est la transformation d'un parti révolutionnaire en une classe d'administrateurs.

Plus précisément, deux scénarios s'affrontent dans ce décor : définir l'esprit du régime né de la révolution, tel est l'enjeu. Je l'ai montré dans *Le Siècle soviétique*, l'affrontement entre Lénine et Joseph Staline est un choc entre deux programmes politiques profondément antagoniques, et non entre deux factions au sein du même parti. Si nous gardons à l'esprit la disparition du bolchevisme authentique, le combat oppose un Lénine engagé dans une tentative de définition d'un programme pour un nouveau camp politique, qui soit adapté à la situation entièrement nouvelle née de la guerre civile, et un Staline en train de formuler sa propre conception de ce que doit être l'Etat (avec lui à la tête), laquelle se fonde sur des prémisses qui n'ont rien à voir avec le bolchevisme et qui expriment surtout sa vision d'un pouvoir personnel pris comme but en soi, nourrie par sa perception de l'histoire de la Russie : ce que cela a signifié dans le passé et implique pour le présent. Les programmes qui s'opposent frontalement en 1922-1923, en premier lieu avec le débat sur la formation de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) (2), s'excluent l'un l'autre et ne cherchent pas à dissimuler leur caractère antagonique. Ce combat s'achève avec la maladie puis la mort de Lénine en janvier 1924.

Le stalinisme (3) offre un bon exemple de ce que peut signifier le vieillissement d'un système et pose même la question de savoir si, dans ce cas, sa longévité n'était pas « génétiquement prédéterminée » du fait de son incapacité à se réformer : le stalinisme ne pouvait pas être autre chose que ce qu'il était, un système hautement sécuritaire construit pour et autour d'un autocrate, et à ce titre non réformable. C'était aussi la raison pour laquelle le stalinisme, en raison de l'impact des changements intervenus dans la société du fait même de la politique de l'Etat, ne pouvait que creuser sa propre tombe.

Lorsqu'on étudie Staline, on comprend que sa lutte permanente contre le passé révolutionnaire venait de ce que ce passé ne lui offrait aucune sécurité – il n'avait pas suivi ses enseignements, il leur était même hostile, comme l'a montré son combat en faveur d'une Union soviétique chauvine grand-russe. Sa recherche d'un passé qui lui convienne le mieux n'est donc pas surprenante, et pas plus le fait qu'il ait convoqué l'héritage de l'autocratie pour définir les grandes lignes de ce que devait être l'URSS. Seul le tsarisme lui conférait la légitimité qu'il cherchait, car le pouvoir sous le tsar s'exerçait sans intermédiaires, pris et reçu directement de Dieu.

Plus étonnant, en revanche, fut qu'il emprunta systématiquement des structures idéologiques de la Russie tsariste pendant la seconde guerre mondiale et après. Cela révèle que Staline faisait fi du fait, pourtant bien établi, que ce régime avait épuisé toutes ses possibilités au moment de la première guerre mondiale. Le maître du Kremlin semble ignorer que le modèle qu'il voulait adopter était porteur de crises et qu'il en était mort – sans même parler de son modèle préféré, Ivan le Terrible (4), qui avait plongé le pays dans une sombre période de troubles.

Le régime stalinien va connaître un destin comparable au moment même où, paradoxalement, il apparaît, pour le monde entier, au sommet de sa gloire, à la suite de l'écrasement du nazisme. Le système cesse alors de fonctionner et entre dans une phase de déclin alors que son chef, dirigeant d'une superpuissance victorieuse, bénéficie d'un prestige maximal. Mais c'est une superpuissance aux pieds d'argile, et tous les compagnons de Staline le savent.

Ce point mérite que l'on s'y arrête. Le régime tsariste n'avait pas de rédempteur, aucun héritier légitime et capable. Le régime stalinien, lui, en avait, parmi le groupe de proches compagnons de Staline qui attendaient impatiemment le moment où ils pourraient se mettre au travail et revitaliser un régime aux dysfonctionnements aberrants. Au moment où celui-ci dénonce les « *cosmopolites* » qui se « *prosternent devant l'Ouest* », où les hauts fonctionnaires doivent revêtir un uniforme et où leurs titres viennent directement de la table des rangs mise en place par Pierre le Grand, où les intellectuels juifs sont liquidés, où des hauts responsables sont assassinés (affaire de Leningrad (5)) et où s'ouvre le procès des « blouses blanches » (6), il était difficile de prévoir que l'URSS avait encore devant elle une période de développement spectaculaire.

De fait, une partie des proches compagnons de Staline, supposés être des staliniens de choc (certains l'étaient effectivement !), passent à l'action pour éliminer le gâchis dû à leur chef. Ils le font assez rapidement après son décès en mars 1953, et de façon radicale, en promouvant une série de réformes importantes qui se concrétiseront lors du XXe Congrès du Parti communiste soviétique de 1956.

A plusieurs reprises, nombre de personnes, dont la haine de l'URSS correspond à un besoin psychologique que je peine à comprendre, ont été choquées lorsque j'ai affirmé que la suppression du goulag fut l'une des premières mesures adoptées par la

direction poststalinienne. Il me semble en effet décisif de distinguer le goulag sous Staline, en tant que complexe économique-industriel du ministère des affaires intérieures (MVD), du système des camps, profondément réformé, qui subsiste dans la période qui suit la mort de Staline (7).

A ce propos, on peut s'interroger sur cette fixation de l'Occident sur le goulag, sur les raisons pour lesquelles il a accepté sans la moindre réserve le discours mettant un trait d'égalité entre le goulag et le régime soviétique, assimilé au mal absolu. Il a salué le tenant de cette thèse, Alexandre Soljenitsyne, comme un prophète. Or ce dernier défendait une idéologie passéiste. Il haïssait les sociaux-démocrates regroupés autour de la revue *Novi Mir* et son rédacteur Alexandre Tvardovski. Il était un ennemi juré de la démocratie occidentale. Peut-être ce prêcheur d'une orthodoxie moyenâgeuse était-il nécessaire pour combler le vide idéologique de la guerre froide ?

Le système soviétique a connu encore un autre cycle de déclin avec la période dite de « stagnation », qui commence à la fin des années 1960. Cette période pose une nouvelle question, celle des orientations contradictoires au sein du système, produites par l'apparition de vecteurs essentiels de changement. L'urbanisation, la modernisation à grande échelle du pays étaient devenues des phénomènes incontestables. Même si la part de la population vivant dans les campagnes restait importante, désormais la majorité des citoyens habitaient dans des villes, avaient reçu une éducation et étaient familiarisés avec les nouvelles technologies. Le statut des femmes avait également connu des améliorations importantes. Ces transformations considérables de la société eurent aussi des effets indirects sur la population rurale, qui, sans se déplacer vers les villes, en adopta largement le mode de vie.

Ce mouvement rapide a donné naissance à une société urbaine relativement nouvelle. Cette urbanisation était « jeune », alors que l'Etat bureaucraté, apparenté au système tsariste, était « vieux ». En dépit de sa relative jeunesse, le système mis en place après 1917 avait prématurément vieilli.

Erreur de diagnostic

Cela nous renvoie à la question des signes de vitalité. L'Etat soviétique est totalement bureaucratique et pratique un centralisme rigoureux avec un contrôle par en haut. Pourtant, le pouvoir au sommet était devenu entièrement dépendant de la machine bureaucratique, principalement celle des ministères, qui avait réussi à contraindre le sommet à marchander avec elle ; progressivement, elle avait fait en sorte que ce marchandage tourne en sa faveur, et avait même fini par cesser de répondre aux ordres. Cette machine bureaucratique s'est transformée en un monstre mû par sa propre logique et qui a entraîné le système vers l'abîme.

Le point fondamental est que le centre a perdu le pouvoir et sa capacité de contrôler les événements. Il s'est révélé incapable de faire ce que les systèmes doivent faire s'ils ne veulent pas disparaître, à savoir se réformer, s'adapter aux changements, changer de stratégie et d'orientation politique, gagner de nouveaux alliés et engager la bataille contre les principaux obstacles. Le système s'était dépolitisé et ne pouvait imposer quoi que ce soit à qui que ce soit. Symboliquement, le pays était dirigé par Leonid Brejnev, un secrétaire général à l'agonie, sinon déjà mort.

La dépolitisation, au sens de la perte de toute capacité à faire de la politique, n'est pas seulement un symptôme : elle signifie que l'on a atteint un point de non-retour. Elle confirme l'idée qu'il n'existait plus de « parti dirigeant » au sens d'une organisation capable de développer une activité politique conséquente. Un tel parti aurait évité la dépendance déplorable à l'égard de cette masse de hauts responsables d'administrations les plus diverses, uniquement soucieux de leur propres intérêts et chapeautant une armée gigantesque de dirigeants occupés à « privatiser » les entreprises qu'ils étaient censés administrer.

Des analystes, des planificateurs, des écrivains publiaient, mettaient en garde, prédisaient la catastrophe, mais le sommet était paralysé. A cette époque (de la fin des années 1960 aux années 1980), tout mouvement, dans quelque direction que ce soit, était considéré comme fatal. La légende, largement répandue, selon laquelle l'Union soviétique s'est écroulée à cause des dépenses insupportables causées par la guerre froide et la course aux armements n'est, pour dire les choses avec retenue, qu'une erreur de diagnostic. L'interlude de Iouri Andropov (secrétaire général du parti entre 1982 et 1984) est très intéressant, mais fut trop bref pour être probant. Cette courte période présentait des éléments qui auraient pu contribuer à la repolitisation du système et à le mobiliser pour des réformes urgentes dans les domaines économique et politique. Les conditions du succès étaient là.

La faillite de l'URSS est riche de leçons sur les systèmes, leurs transformations, leurs vantardises, leur vieillissement, leurs crises. Parler de vieillissement revient à poser qu'un système passe par différentes étapes durant lesquelles un régime fait preuve d'un dynamisme considérable pour ensuite connaître des périodes de stagnation et de déclin, suivies par de nouvelles phases dynamiques. Ces différents moments peuvent être vus comme les maillons d'une même chaîne tant que le système en cause peut encore être identifié comme tel et qu'il n'est pas incurable.

Ces phénomènes et leur pertinence seront mieux compris si l'on compare l'URSS et la Chine. Incontestablement, on peut établir un certain parallélisme entre les deux régimes : celui de Mao Zedong tout comme celui de Staline ont connu de « grands bonds en avant », suivis dans chacun des deux pays par des périodes de stagnation et de déclin, puis par des formes de reprise. Pourtant, les deux régimes ont connu des évolutions très différentes.

Le système soviétique, pourtant beaucoup plus développé, a sombré dans une phase de stagnation et s'est révélé incapable d'engager des réformes significatives pourtant indispensables et pour lesquelles le pays était prêt. En revanche, le système chinois (qui relève du même type de système politique que le soviétique) a su lancer des réformes spectaculaires, alors même qu'il n'était pas très différent du régime de Staline ; il était de loin plus répressif et contrôlait plus sévèrement la société que le régime soviétique à la même époque. Cela montre que le problème n'est pas celui des « régimes communistes » tant décriés, mais qu'il tient aux capacités des directions, à certaines étapes, de se transformer ou non.

Le caractère socialiste, ou en tout cas émancipateur, de la révolution d'Octobre ne fait aucun doute. En revanche, peut-on parler d'un Etat soviétique socialiste ? Il est difficile de soutenir une telle thèse. Le fait qu'il se soit désigné lui-même comme « socialiste », avec un parti « communiste », n'a d'autre pertinence que celle des slogans et des affiches officielles. Le socialisme est une forme de démocratie qui dépasse toutes les formes pouvant exister dans le monde capitaliste. Cela ne nous dit rien du type de système économique qu'une telle démocratie pourrait souhaiter mettre en place ; disons simplement que ce système doit être entre les mains de la société, sans capitalistes ni bureaucrates.

Réfléchir sur cet Etat, qui se proclamait haut et fort « socialiste » et dirigé par un parti « communiste », peut permettre d'avancer des éléments de réponse. Ces proclamations (à l'instar des mythes que d'autres Etats cherchent à faire entendre au monde) étaient indispensables pour légitimer le système devant son propre peuple et devant le monde extérieur. Mais ces déclarations ne résistaient pas à l'épreuve de la réalité, non seulement hors de Russie, mais en Russie même, où, après Staline, il existait une société urbaine, développée, éduquée, avec de très nombreux cadres expérimentés dans tous les domaines, y compris pour ce qui est de la gestion des affaires publiques ; cette société ne pouvait prendre le discours sur le « socialisme » pour la réalité.

Le drame, c'est que le poids de l'histoire n'avait pas été et ne pouvait pas être éliminé. La faune bureaucratique profondément installée, qui se multipliait dans la Russie tsariste, avait peut-être disparu pour ce qui est des individus, mais le phénomène avait tout simplement fleuri sous des formes adaptées aux réalités soviétiques.

Rien ne sert de se lamenter. L'Etat soviétique réclame une étude historique sérieuse. Une chose est claire en tout cas, il n'était pas socialiste. En revanche, ceux qui ont fait Octobre l'étaient. Les idées auxquelles ils croyaient et qu'ils ont mises en pratique restent aussi vitales qu'elles l'étaient alors, quand ils s'engagèrent, au beau milieu des craquements d'un pays et d'une nation en voie de décomposition, et refirent de la Russie un acteur de l'histoire.

MOSHE LEWIN

- (1) La conquête du pouvoir (symbolisée par la prise du Palais d'hiver de Petrograd), où résidait le gouvernement provisoire) eut lieu dans la nuit du 6 au 7 novembre 1917, selon le calendrier grégorien qui fut adopté par la Russie quelques mois plus tard. Jusque-là, celle-ci utilisait le calendrier julien, dans lequel la révolution bolchevique se produit en octobre.
- (2) Le débat sur la future URSS oppose Lénine (soutenu par les principaux dirigeants, de Grigori Zinoviev à Léon Trotski), partisan d'une « fédération » accordant un grand nombre de droits aux républiques non russes (seules la diplomatie et les affaires militaires seraient du ressort du pouvoir central), à Staline, qui défend l'idée d'une concentration des pouvoirs, les républiques non russes n'ayant qu'une autonomie de façade. D'où l'accusation lancée par Lénine contre Staline d'être le continuateur du chauvinisme grand-russe. Sur ce point, cf. *Le Siècle soviétique*, p. 35-51.
- (3) J'entends par « stalinisme » uniquement la période où Staline était au pouvoir.
- (4) Ivan IV (1530-1584), dit Ivan le Terrible, premier grand-prince moscovite à être officiellement couronné tsar, est considéré par certains comme l'un des hommes qui ont le plus contribué à la grandeur de la Russie. Il est resté dans l'histoire comme un tyran sanguinaire du fait de sa cruauté (et, sans doute, de sa folie).
- (5) En 1950, tous les anciens dirigeants du Parti communiste et de l'administration de Leningrad sont exécutés. Le principal accusé est Alexeï Kouznetsov, que Staline avait nommé secrétaire pour les cadres du parti. A ce titre Kouznetsov faisait figure de successeur potentiel de Staline. Le vice-premier ministre et dirigeant du Gosplan Nikolai Voznesenski compte parmi les victimes.
- (6) Sur la répression des Juifs soviétiques, qui se développe après la seconde guerre mondiale et culmine en 1953 avec l'accusation de complot portée contre les médecins (juifs) de Staline, lire Laurent Rucker, *Staline, Israël et les juifs*, Presses universitaires de France, Paris, 2001.
- (7) Cf. *Le Siècle soviétique*, op. cit., p. 151-166 et p. 204-222.

COMMENT S'ÉCRIT L'HISTOIRE D'UNE ESPÉRANCE DÉÇUE

« Illusion communiste » ou réalité soviétique ?

APRÈS *Le Passé d'une illusion*, de François Furet, le livre de Karel Bartosek, *Les Aveux des archives*, suscite en France un vif débat intellectuel sur le rôle et les méthodes d'une certaine historiographie du communisme. En réduisant soixante-dix années de l'histoire d'une grande espérance humaine, celle du socialisme, à une sombre conjuration d'espions et de policiers, sur fond de trahisons et de passions idéologiques, ces deux ouvrages combattent, en fait, tous ceux qui, aujourd'hui, n'acceptent pas d'être « condamnés à vivre dans le monde où nous vivons » (François Furet, p. 572). Politique donc, le débat est également éthique. Les auteurs qui se livrent à cette réécriture, comme ceux qui l'inspirent, semblent considérer que la fin justifie les moyens. Car la reconstruction d'une histoire extraite de son contexte réel se double, dans certains cas, de la manipulation de sa source essentielle : les archives, désormais largement ouvertes, mais dont l'utilisation, toujours délicate, exige une déontologie rigoureuse.

PAR MOSHE LEWIN

S'attaquer au problème de « l'illusion communiste », de ses causes, de son impact au long de notre siècle, tel est l'ambitieux projet du dernier livre de François Furet (1). L'historien ne nous propose ni une histoire de l'Union soviétique ni un essai sur son idéologie ou son père fondateur. Pourtant, il traite, sur des centaines de pages, de l'histoire de plusieurs pays, pour l'essentiel l'URSS. C'est pourquoi nous nous arrêterons ici sur celle-ci, passant outre au surprenant recours à une même expression - « l'illusion communiste » - pour caractériser tant la croyance chimérique en une réalité que cette réalité.

Les pages consacrées à Lénine - qui ne s'encombrent d'aucunes données biographiques documentées ni d'une quelconque analyse du monde et/ou de la Russie de l'époque - révèlent un auteur farouche partisan de l'idée selon laquelle les grands hommes font seuls l'histoire. Selon lui, il suffit d'imaginer l'absence de Lénine pour se convaincre qu'Octobre 1917 était un accident... dû à Lénine. Instigateur d'une révolution ayant déclenché tous les événements clés de notre temps, Lénine apparaît ainsi, indirectement, comme ayant « nourri » d'autres dictatures : il aurait même inspiré Mussolini, qui a dû subir son influence en tant qu'ex-socialiste radical... Bref, la volonté de changer le monde, partagé pourtant par des millions d'hommes, retombe sur une seule tête, évidemment brûlée.

Pour comprendre la prise du pouvoir par les bolcheviks, il faut admettre que Lénine comme ses idées ont une histoire et évoluent. On peut alors se demander comment un révolutionnaire marqué, à l'instar de nombre d'intellectuels russes, par le

mouvement socialiste européen pouvait envisager une révolution dans un pays arriéré. Oublions l'idée attribuée à Lénine de vouloir « s'emparer du pouvoir » en saisissant n'importe quelle occasion, coexistant à quelques pages d'intervalle avec celle d'un pouvoir qui lui « échoit ». Dans les œuvres théoriques de Lénine, on ne s'empare de rien : on détermine quand une situation révolutionnaire est favorable. Sinon, l'entreprise relèverait du blanquisme et serait condamnée à avorter.

A l'époque où Lénine écrivait *Que faire ?* Son credo, fondé sur une analyse de l'état de développement de la Russie partagée par bien des marxistes, était le suivant : le capitalisme doit d'abord se développer, les libéraux et autres démocrates renverser le tsarisme, pour créer une démocratie bourgeoise. Pour les bolcheviks, la prise du pouvoir n'était pas à l'ordre du jour. Depuis l'ouvrage écrit lors de son exil sibérien, Lénine avait tendance à voir du capitalisme derrière chaque boulaie russe... Mais la révolution de 1905 l'amena à nuancer le propos : le capitalisme était encore trop faiblement développé, les forces libérales trop embryonnaires et timorées. Dès lors, ses analyses envisagèrent plus sérieusement la question de la paysannerie. D'où une évolution stratégique. S'il espérait toujours que la Russie passerait par une phase démocratique bourgeoise, désormais il considérait la paysannerie, dont il avait sous-estimé jusque-là le potentiel révolutionnaire, comme le principal allié. Et le Parti bolchevique pourrait se joindre à une coalition gouvernementale où les masses rurales seraient représentées par le Parti socialiste-révolutionnaire (SR).

Puis, en avril 1917, une troisième version du « léninisme » vit le jour : face à l'impatience de la paysannerie et à l'approfondissement de la crise, les forces démocratiques n'étaient pas à la hauteur. Mais Lénine était prêt à attendre et à coopérer avec d'autres forces si elles se présentaient. Les bolcheviks ne prendront le pouvoir seuls - il le déclare publiquement - que si toute autre solution échoue.

Une chose est claire : Lénine n'a jamais « fait » aucune révolution, il s'est contenté de les pronostiquer - celles de 1905 et de 1917 ont éclaté seules. Et il n'a jamais véritablement renversé de gouvernements. Ceux-ci, dont la déroute allait crescendo, changeaient tous les deux mois. En septembre 1917, les mencheviks et les SR, soucieux de trouver des partenaires pour un gouvernement démocratique, perdirent le contrôle de la situation. Le Parti bolchevique tenta de négocier un programme commun avec eux, à la condition qu'ils cessent de rechercher les bonnes grâces des libéraux. Leur « non » sonna le glas pour l'aile du Parti bolchevique favorable à un gouvernement de coalition... et également pour ceux qui repoussèrent l'offre. La prise de pouvoir par les bolcheviks semblait dès lors la seule issue réaliste. C'était là une « situation révolutionnaire » exigeant qu'on agisse. Le pays était en pleine décomposition...

Les bolcheviks, un parti organisé et influent

UN autre malentendu historique doit être levé, si tant est que l'emploi systématique chez François Furet du terme de « secte » à propos des bolcheviks relève du

malentendu. Ces derniers constituaient alors un parti bien organisé et influent, jouissant d'une audience de masse : il remportait désormais une élection après l'autre dans les soviets et les municipalités. Une secte n'y serait pas parvenue, pas plus qu'elle n'aurait été en mesure de faire ce qui allait advenir. La prise du pouvoir par ce parti - que tout le monde attendait, ce n'était pas un secret - ne fut pas un putsch : il n'y avait plus de gouvernement digne de ce nom, le pays se retrouvait sans Etat. La seule institution nationale viable était le Soviet des députés ouvriers et soldats, que les mencheviks et les SR continuaient à présider mais dont ils perdirent le contrôle à partir de septembre 1917. Autant dire que le pouvoir que les bolcheviks ont pris leur avait été remis par le Congrès des soviets, où ils étaient majoritaires et où ils avaient le soutien des SR de gauche.

En plein chaos, les marxistes révolutionnaires furent les seuls à tenter l'unique voie possible... Reconstruire un Etat suffisamment fort pour sauver l'entité d'un pays en décomposition, telle était la tâche primordiale, indépendamment de l'idéologie. C'était aussi le souhait des démocrates, mais ils ne parvinrent pas à maîtriser les événements : il fallait une force motivée et organisée. Parler en termes de désir personnel maniaque de s'emparer du pouvoir ne correspond pas à la réalité de 1917, où la prise du pouvoir était devenue une tâche historique. Il est d'ailleurs aisé de balayer la présentation d'un Lénine demiurge, seul auteur de l'histoire : la façon dont fonctionnait le Parti bolchevique - de nombreuses sources en témoignent, particulièrement pour 1917- 1918 - contredisent le scénario monotone de François Furet.

A l'époque, le Parti bolchevique est un parti authentique. La parole de Lénine compte, mais il doit se battre pour faire passer ses propositions - Furet ne mentionne le fait que vaguement, de crainte de gêner son écriture de l'histoire. D'autres dirigeants influents donnent alors du fil à retordre à Lénine. Les « thèses d'avril » (1917) furent combattues, entre autres, par Lev Kamenev, proche compagnon et orateur doué. La décision de prendre le pouvoir fut précédée d'un conflit sérieux entre stratégies opposées. Lénine faillit perdre la bataille autour de la paix de Brest-Litovsk (mars 1918), que François Furet ne mentionne qu'en passant, etc. Pour peu que l'on s'intéresse aux faits, l'image d'un Lénine dictateur au sein de son parti se trouve sérieusement écornée... Au demeurant, quels dictateurs se soumettent aux votes d'instances politiques ? On le verra mieux encore dès mars 1921, avec la période de la nouvelle politique économique (NEP).

La vision d'un Lénine père du stalinisme - ou d'un « bolchevisme stalinisé » qui serait l'essence de toute la période soviétique, de Lénine à Brejnev, parsemée de crimes et de terreur - fait fi de la complexité de la Russie réelle. Elle suppose un potentiel démocratique, que les bolcheviks auraient détruit quand, en vérité, cette possibilité s'est révélée illusoire. Ce n'est pas du fait du bolchevisme ni même de la guerre civile que deux forces dictatoriales entrèrent en lice. C'était là le choix réel du pays, son drame, et non l'effet de la mauvaise volonté de tel ou tel. Sinon, on sous-estime l'importance des alternatives qui pouvaient exister au sein d'un modèle dictatorial.

En ne voyant dans la Russie bolchevique qu'une essence immuable et terroriste, l'argumentation de François Furet vide l'histoire de la Russie de sa chair : tout se résume à Lénine, monstre assoiffé et source d'un stalinisme prétendument déjà au pouvoir, même avant Staline et après lui, mais autrement - sans jamais discerner de mouvement, de transformation. Il n'y a ni société ni culture, et, paradoxalement, pas vraiment d'idéologie...

Un antiléninisme « monochrome »

REVENONS au vrai Lénine, qui se trouve confronté, une fois la guerre civile terminée, à un pays dévasté. L'heure est désormais, pour lui, à la paix et à la démobilisation. La NEP est instaurée et on travaille fiévreusement à l'élaboration d'une nouvelle stratégie : la paix, qui ouvre de nouvelles perspectives, l'exige. Il déclare ainsi, au cours de sa dernière apparition publique, à l'occasion du XI^e congrès, en 1922, que « [les] conceptions du socialisme doivent être revues » et que la liberté de discussion est une nécessité pour le parti. La virulence de ses critiques choquent bon nombre des vainqueurs de la guerre civile. Qu'importe, il continue, aussi longtemps que sa santé le lui permet, à repenser le cours politique à suivre.

Ainsi naquit ce vaste programme de restauration économique et politique que fut la NEP, mettant l'accent sur la nécessité de coopérer avec la paysannerie (l'essentiel de la nation), de mettre fin à la politique coercitive à son égard, d'éviter de lui imposer un quelconque « communisme », de ne pas heurter la façon dont elle comprend ses propres intérêts. Lénine et Trotski s'engagèrent sur la voie d'une économie mixte, faisant appel - pour une longue période - au marché. De nombreux cadres sortirent de la guerre civile avec une approche différente des buts et moyens politiques à mettre en œuvre.

Le parti comptait une majorité d'adhérents de l'après-1917 qui occupaient, à tous les niveaux, des postes dans l'administration. Certains partageaient la ligne officielle du parti - en finir avec les méthodes du communisme de guerre -, d'autres préféraient un Etat puissant qui n'hésiterait pas à user de méthodes coercitives, perçu comme le seul adapté à la situation russe... Les désaccords, notamment sur les questions de la paysannerie et des nationalités, firent rage, de la base au sommet.

L'affrontement qui opposa Staline à Lénine sur la question des nationalités mit en lumière l'existence de visions incompatibles du système. D'un côté, une structure centralisée, uniforme, soumise à une discipline de fer ; de l'autre, une formation plus décentralisée, offrant aux différentes nationalités des formes non négligeables de souveraineté, et ce dans un cadre fortement hostile au nationalisme et à l'oppression nationale. La ligne super étatiste de Staline opérait un renversement de priorités assez visible, mais que le discours idéologique pouvait encore camoufler : ici le moyen devenait une fin, baptisée « socialisme ». Staline ne perdait pas de temps à repenser une stratégie : il se concentrait sur la tactique. L'affrontement qui l'opposa à Lénine donna rapidement naissance chez lui, dès 1922, voire plus tôt, à une véritable haine à

l'égard de ce dernier. Plus la maladie mina Lénine, plus le prudent Staline se montra offensif.

A ce stade, un éclaircissement s'impose. Resituer Lénine et les débuts du système soviétique dans leur contexte n'interdit pas de distinguer entre bonnes et mauvaises politiques, entre erreurs et nécessités. On s'interrogera par exemple sur la dissolution de la Constituante, le procès truqué contre les SR, l'interdiction des fractions au sein du Parti bolchevique, l'écrasement des marins de Kronstadt... Et la terreur ? Dans la guerre civile, il y eut celle des « rouges », mais aussi celle de l'autre camp, qui n'était pas tendre non plus. Sur ces dossiers et beaucoup d'autres, un jugement serein implique l'examen des arguments des uns et des autres. Sans oublier l'opinion des contemporains de Lénine, amis ou adversaires. L'essentiel, c'est de replonger dans la mêlée où se trouvaient les différents protagonistes pour les comprendre.

Entre-temps, la NEP commençait à porter ses fruits. Si cette période paraît brève d'un point de vue historique, elle a marqué les contemporains bien au-delà des années de chaos sanglant et a remis le pays sur pied. Vu l'état de dévastation en 1921, la restauration fit la preuve de l'efficacité du gouvernement : on mangea bientôt à sa faim, le potentiel économique de l'industrie tsariste fut restauré, la paysannerie pacifiée, la terreur réduite, des codes législatifs introduits, les prisonniers politiques étaient peu nombreux, et la répression de la police politique n'était pas comparable avec la férocité des périodes précédente et suivante. Elle ne constituait pas à l'époque un instrument de répression aveugle. Remarquable apparaissait la richesse de la presse, de la vie culturelle, des débats politiques. Certes, le tableau n'était pas sans nuages. Mais on ne saurait nier que la NEP constitue un chapitre important, et à part, de l'histoire soviétique.

Si l'on saute maintenant à l'apogée du stalinisme, quelque sept ou huit ans plus tard, voici le tableau qui se présente à nous. Le pays est dirigé par un despote, qui a toujours le dernier mot sur tout. Le parti a disparu en tant qu'organisation politique : ce n'est plus qu'une administration assujettie, dont les membres, comme d'autres citoyens, subissent une terreur sans nom - les élites sont terrorisées, y compris les membres du Politburo qui ne savent pas eux-mêmes combien de temps il leur reste à vivre. Quant à l'ensemble de la population, nous en savons désormais long sur la collectivisation, les déportations de paysans, le nombre grandissant de détenus et l'horreur qu'ils connurent dans les camps du Goulag...

Rien de tout cela n'existait pendant la NEP. Sous Lénine, la direction du pays était assurée de façon collégiale, les décisions étaient adoptées après de r batailles politiques et devaient être parfois littéralement arrachées tant au comité central qu'au cours des congrès et des conférences du parti, où Lénine dut souvent se battre et connut parfois des échecs... Staline, lui, attendait encore son heure. Pour contrôler totalement le Parti bolchevique, il n'avait qu'une seule solution : le détruire. Comment, dès lors, peut-on faire du terme de bolchevisme - une organisation politique, comme on l'a vu - le synonyme de ce stalinisme, prétendument immuable

depuis 1917 et qualifié de « second bolchevisme » ? La différence est telle qu'on ne saurait s'autoriser pareil amalgame historique. Pour autant, cela ne doit pas nous cacher que ce parti politique était en train de mourir. La bataille entre diverses politiques était sur le point d'être gagnée par les partisans d'un étatisme sans freins, même en période de paix - nombre d'entre eux devaient payer cher ce choix par trop guerrier. Autant de dilemmes qui échappent à François Furet, du fait de son antiléninisme « monochrome » - même s'il signale que Staline a détruit le vieux bolchevisme pour en construire un second...

Essayons-nous maintenant au même exercice avec la période post-stalinienne, après 1953. Les hauts dirigeants ne sont plus victimes d'une terreur aveugle et massive. La plupart des citoyens, également, ont cessé de vivre dans la peur de disparaître un jour. L'appareil policier n'est plus autorisé à procéder à des arrestations sur la base de quotas préétablis. Si le Goulag a gardé son nom dans le grand public, il s'agit maintenant d'un système pénitentiaire différent : des millions de détenus ont été libérés, il faut être désormais coupable de quelque chose pour être arrêté. Quant à ceux qui ont le courage de braver l'interdiction de faire de la politique, ils connaissent les règles du jeu. Or l'essence du stalinisme reposait sur le règne de l'arbitraire.

Les changements intervenus dans la sphère de la législation sociale sont trop nombreux pour être détaillés ici : la liberté de se déplacer à l'intérieur du pays et celle de changer d'emploi sont maintenant garanties, l'avortement est un droit, les retraites et autres types d'allocations se sont considérablement améliorées, comme le niveau de vie en général. Peut-on, dans ces conditions, continuer, à l'instar de François Furet, de recourir au même qualificatif de « communisme stalinisé », ou de coller au pauvre Brejnev l'étiquette de « bolchevik », ou, plus risible encore, de parler, comme d'aucuns s'y autorisent, de « messianisme » à son propos ?

Mais ce qui laisse littéralement pantois, c'est l'absence totale d'intérêt de Furet envers l'histoire de ce qui pourrait ressembler à une société. Sans doute verrait-il là une manifestation de complaisance envers le communisme. Voir que le système évolue et change, que la société existe et pèse en dépit de la contrainte dont elle est l'objet, que celle-ci disparaît peu à peu, que l'Etat lui-même subit la pression des réactions sociales, tout cela conduit à découvrir que les réalités et les idéologies de ce système se déclinent forcément au pluriel. En revanche, les concepts de « communisme » et de « totalitarisme », loin de parvenir à saisir l'essence du système, ne font qu'entraver la compréhension. S'agissant du stalinisme, par exemple, les atrocités qu'il a commises, dont les aspects pathologiques déconcertants demandent encore à être éclaircis, sont incontestables. Les historiens ont au demeurant de belles années en perspective pour en étudier et comprendre toutes les facettes.

Mais la psychopathologie d'une idéologie de type stalinien, qui ne peut que démoniser ses ennemis, paraît avoir contaminé certains critiques « anticommunistes » : à quoi sert de diaboliser Staline ? Pourquoi le chiffre d'un million de fusillés ne suffit-il pas, au point qu'on rajoute un zéro ? Pourtant d'aucuns

s'obstinent à le faire. C'est effarant : du coup, ceux qui cherchent à connaître les données réelles concernant les victimes innocentes passent pour des nostalgiques, mus par la volonté de sauver quelque chose du passé communiste. Il s'agit, selon Furet, de « révisionnistes » qui, s'ils reconnaissent les atrocités commises, estiment que ces crimes « ne condamnent pas l'ensemble de cette histoire, car ils n'en sont pas une conséquence nécessaire ». C'est donc à cela que nous invite l'historien pour servir son objectif, à savoir « condamner l'ensemble de cette histoire ».

Fausse piste... Une approche de la Russie à partir de l'idéologie communiste officielle - ou de sa contrepartie, l'anticommunisme - ne permet pas de la comprendre. Déjà, l'effondrement du régime soviétique ne répondait pas aux prédictions des spécialistes du « totalitarisme » : l'état-major s'en est allé sans employer un appareil répressif encore intact, de façon somme toute peu « totalitaire »... Et il va de soi qu'un système pyramidal de pouvoir et de privilèges ne donnant aux populations aucun accès à la gestion effective de l'économie et de l'Etat nécessite une classification spécifique.

L'URSS a revendiqué à cor et à cri le label du communisme tout en élaborant en fait son propre système.

Derrière l'idéologie, l'homme

EN vérité, la raison pour laquelle la Russie a joué un si grand rôle au XXe siècle ne renvoie que partiellement à des facteurs idéologiques. Il s'agit en fait d'un jeu de miroirs complexe entre des images déformées où entraient en lice les mythes et les réalités non seulement d'un camp, mais aussi des autres - nombreux étaient les facteurs et les puissances engagés dans le jeu international comme acteurs de premier plan. La manière qu'a François Furet de redessiner toute l'histoire du monde autour du communisme comporte des effets déformants. L'impact de l'idéologie soviétique officielle, qu'il attribue à l'aveuglement par les idées « universalistes », s'explique surtout par la crise que traverse un monde qui offre alors certains signes d'effondrement - indépendamment des absurdités qui ont pu être dites et faites à ce propos par la gauche ou par l'URSS. L'idéologie de l'URSS n'aurait pas eu cette influence s'il n'y avait pas eu la série de catastrophes qu'a connue le monde au XXe siècle.

Que d'innombrables personnes aient été abusées ou se soient fourvoyées ne relevait pas seulement de l'aveuglement. Bien des signes témoignaient d'un certain dynamisme de la Russie au moment même où l'Occident - y compris les pays d'Europe centrale et orientale - passait par une crise profonde. Et le rôle méritoire joué par la Russie au cours de la seconde guerre mondiale ne relève pas d'une illusion trompeuse : ce fut une libération pour l'ensemble de l'Europe, quoi que Staline ait pu en faire par la suite. Furet a beau manœuvrer, le fait est incontestable : cette libération n'aurait pas eu lieu si la Russie s'était effondrée. Je doute fort que l'ancienne Russie, si elle avait encore existé, aurait pu fournir pareil effort. Au demeurant, une fois que cette dynamique s'épuisa, commença - par le jeu de facteurs

inhérents à son fonctionnement - le déclin inexorable de l'URSS vers la décadence finale de son système ; ses prétentions à représenter un contre- modèle pour le monde entier devinrent ridicules.

Nul doute : la question qui préoccupe tant de gens - pourquoi le socialisme (ou le communisme) s'est-il effondré en Russie ? - apparaît comme un leurre. ***Pour parvenir à comprendre cette histoire, il faut admettre cette évidence : le socialisme et, a fortiori, le communisme ne sont pas des concepts adéquats. Aussi faudrait-il reformuler la question : qu'est-ce donc qui s'est effondré en Russie ? Voilà de quoi méditer.***

MOSHE LEWIN

Moshe Lewin

Historien (1921-2010), auteur du [Siècle soviétique](#), Fayard - *Le Monde diplomatique*, Paris, 2003, de *La Formation du système soviétique*, Gallimard, Paris, 1987, et de *La Grande Mutation soviétique*, La Découverte, Paris, 1989.

(1) *Le Passé d'une illusion* Essai sur l'idée communiste au XXe siècle, Paris, Robert Laffont / Calmann Lévy, 1995, 580 pages.